



# "QUELLE FRANCE ?"

*par Jean-luc PUJO*

*Le 10 décembre 2001*

Au printemps 2002, la France élira un nouveau Président de la République.

La période qui s'ouvre devant nous va donc être riche en débats, et va permettre de répondre à de multiples interrogations : quel avenir souhaitons-nous pour la France, quels sont les enjeux à relever pour notre pays ?

La France se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins.

Cette élection présidentielle revêt pour cette raison une importance cruciale.

La France va-t-elle disparaître dans une Europe fédérale en construction, ou va-t-elle affirmer son rôle de grande Nation, porteuse d'un message universel, unique, attendu de nombreux pays de l'hémisphère sud ?

Ces élections vont permettre à chacun d'entres-nous de choisir un avenir commun.

\*\*\*

**L'Europe** connaît aujourd'hui une étape essentielle, avec la mise en place de l'Euro aux mois de janvier/février 2002. Cette étape décisive pour la réalisation d'une Europe fédérale relève d'un choix politique majeur : la disparition des monnaies nationales n'était pas une obligation, et l'Euro aurait pu cohabiter avec les autres monnaies. Mais il s'agit bien de préparer les Européens à l'émergence d'une Nation Européenne, dotée d'une prochaine Constitution.

Ce choix est discutable.

Une Europe des Etats Nations pouvait aussi bien voir le jour, conservant ainsi de vieilles Nations dont les particularités faisaient toute la richesse.

Du reste, rien n'est vraiment acquis.

**L'Allemagne et la Grande-Bretagne** s'affirment jour après jour sur la scène internationale, alors que l' Union Européenne brille par son absence.

La Grande-Bretagne - grâce au talent d'un premier ministre exceptionnel - redevient une puissance écoutée dans le monde.

L'Allemagne se prépare petit à petit à retrouver un rôle politique majeur.

C'est dire que ces deux puissances européennes sont en train de bousculer la France, remettant en cause son leadership européen, et que l'axe Paris-Bonn n'est plus qu'un lointain souvenir...

Les échecs de la Conférence Intergouvernementale de Nice, l'abandon de facto du Pacte de stabilité, et enfin les critiques de plus en plus acerbes à l'encontre de la B.C.E., pourraient annoncer une inflexion générale de la politique et une révision des objectifs.

La vision européenne de Tony Blair - celle d'une Europe d'Etats Nations - n'est-elle d'ailleurs pas en train de supplanter la vision fédéraliste de Delors-Jospin - celle d'une Fédération d'Etats Nations - ?

Le débat sémantique, comme toujours, recouvre une réalité politique essentielle :

Voulons-nous aujourd'hui que nos vieilles Nations disparaissent dans une Fédération ?

Pour ma part, je ne vois dans la disparition de la France ni un signe de progrès, ni un signe de modernité.

***Nous vivons dans un monde en désordre !***



Les richesses sont mal réparties, les inégalités criantes, le manque de solidarité patent. Certes, le monde bouge, progresse parfois inégalement selon les zones régionales.

Nous assistons, ainsi, chaque jour un peu plus, à l'émergence d'un véritable concert des Nations autour de problèmes planétaires : environnement, santé, commerce...

Mais, les risques de désordre sont plus que jamais présent, qui pourraient nous précipiter vers une barbarie moyenâgeuse.

**L'Amérique Latine**, fidèle au rêve de Simon Bolivar d'une unité latino-américaine, tente de résister aux volontés hégémoniques Nord-américaine qui s'exprimaient encore récemment au sommet de Québec en 2001, à travers le projet d'une zone de libre-échange américain (AZLEA).

Les risques de désintégration sont pourtant grands, note Jean-Michel Blanquer (1).

L'Argentine - longtemps saluée par le F.M.I. - traverse une crise économique, sociale et politique très grave, qui contraste avec son voisin brésilien - mauvais élève du F.M.I. - qui connaît une certaine croissance...

Quant aux relations du MERCOSUR avec l'U.E., elles se développent et pourraient assurer un rééquilibrage commercial, source de stabilité et signe d'indépendance.

**L'Asie** peut nous faire peur affirme Jean-Luc Domenach (2).

Certes, il existe une Asie qui est bien partie : Japon, Chine, Corée... Celle qui a dépassé le ressentiment à l'égard de l'Occident pour tenter de rétablir un équilibre perdu grâce au commerce.

Mais, il existe une Asie mal partie : Indonésie, Malaisie...où l'islamisme révolutionnaire apparaît avec sympathie, où Ben Laden est traité en héros.

L'Afghanistan, victime de conflits successifs, connaît une instabilité politique qui nuit à son développement.

Le Pakistan, véritable bouillon de culture, pauvre et surpeuplé, peut - nonobstant la qualité indéniable de ses élites - basculer à tout moment dans l'instabilité, tant les menaces d'embrasement sont grandes, notamment au Cachemire.

Ne serait-il pas temps d'organiser un Plan Marshall pour l'Asie, comme le propose J.L. Domenach ?

**L'Afrique Noire** connaît toujours de nombreux conflits qui, de l'Angola, de la République Démocratique du Congo au Congo-Brazzaville, de la Sierra Leone à la Somalie ne peuvent qu'exaspérer.

De plus, le SIDA y fait des ravages.

Encore l'Afrique ! Pourtant, ce continent est toujours en proie à des conflits extrêmement meurtriers, qui appellent encore trop peu de mobilisation.

Entre les 500 000 morts du Rwanda et les 3000 morts de Manhattan, l'opinion publique a choisi !

Ce constat pénible est décourageant parce que nous sommes responsables. Nous sommes responsables pas seulement de non-assistance à peuples en danger, mais parce que nous sommes directement impliqués dans ces nombreux conflits.

Ce sont nos sociétés qui les financent et négocient l'exploitation lucrative des diamants, pétrole, cobalt...

Un peu d'ordre et de sens - humaniste s'entend - ferait le plus grand bien.

**L'Europe** a connu durant la dernière décennie sa propre zone de conflit : les Balkans.



Des scènes que l'on aurait pu croire banni du continent ont fait leur réapparition ; des camps ont été ouverts, des populations massacrées.

L'Europe a donc failli.

Cependant, feront remarquer certains, l'Europe ne s'est pas divisée ni embrasée sur la question balkanique.

Fier de ce bilan bien modeste, il reste que, « si le flanc Nord a été traité, le flanc Sud pose toujours problèmes », comme le fait remarquer Jacques Rupnik (3).

Des poches de combats au sud de la Serbie, au Kosovo et en Macédoine peuvent à tout moment réapparaître.

L'embrasement de la Macédoine réanimerait les sentiments nationalistes albanais, grecs et bulgares.

A l'heure où l'Occident porte son regard sur d'autres zones de la planète, il serait particulièrement mal venu que cette région s'embrase de nouveau. Cela ne peut être totalement exclu.

Enfin, **le Moyen-Orient** peut, à juste raison, concentrer nos inquiétudes.

Tant qu'un Etat Palestinien viable n'aura pas vu le jour, la paix ne sera pas possible.

Aussi, la politique actuelle du Gouvernement Sharon ne peut apparaître que comme un contresens historique.

Si l'autorité de Yasser Arafat est toujours laminée tant par le Hamas - auquel les Israéliens ont offert de multiples moyens de se renforcer - que par le Gouvernement Sharon qui ne souhaite pas la création d'un Etat Palestinien, il apparaît que les risques d'un conflit régional sont de plus en plus grands.

La responsabilité de l'Etat d'Israël sera alors patente et le maintien des ministres travaillistes au sein de l'alliance gouvernementale sera perçu comme une erreur politique impardonnable.

Les opinions arabes et plus généralement musulmanes - elles mêmes traversées de courants multiples, comme le démontre si bien G.KEPEL (4)- ont de quoi s'étonner.

Pourquoi les résolutions des Nations-Unis ne sont-elles pas appliquées en Palestine ?

Quel est ce monde où l'on se permet le massacre de civils, femmes et enfants, en Tchétchénie, en Irak, en Afghanistan et dans la bande de Gaza, sans que personne ne s'en émeuve véritablement ?

De quelles impuretés sont porteuses les populations musulmanes pour mériter une telle infamie internationale ?

Mettons-nous un instant à la place d'un jeune musulman vivant à Alger, Paris ou Jakarta. C'est le même ressentiment exaspéré qui prévaut. Il est source d'une frustration qui débouchera irrémédiablement sur une crise majeure.

\*\*\*

Ce rapide tour d'horizon permet un premier constat.

Si le monde tente de s'organiser peu à peu, de nombreux risques d'instabilité subsistent.

Dans ce monde en désordre, quelle France voulons-nous ?

Une Europe forte est un atout. Elle permettra peut-être de rééquilibrer les relations internationales aujourd'hui dominées par les Etats-Unis de manière insupportable.

Il nous faut donc réaffirmer la nécessité de bâtir et de conforter une zone continentale stable et prospère.

Dans ce projet, la France doit être exemplaire.

Renforcer le projet européen nécessite une France forte !



Nous devons donc travailler à donner à la France les outils et les moyens d'une puissance à retrouver.

Plus que jamais nous devons affirmer notre confiance dans la France ! Dans son avenir !

Car la France a su incarner des valeurs universelles qui sont aujourd'hui comme autant d'essentielles lumières dans le monde en désordre que nous connaissons.

En un mot, au moment où d'autres concèdent que la modernité appelle la disparition de la France, nous devons réaffirmer que le Monde a plus que jamais besoin de plus de France.

*Jean-Luc PUJO.*

- (1) Jean-Michel BLANQUER est Directeur de l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine.
- (2) Jean-Luc DOMENACH est Directeur de Recherche au CERI, FNSP.
- (3) Jacques RUPNIK est Directeur de Recherche au CERI, FNSP.
- (4) Gilles KEPEL est professeur à l'I.E.P. de Paris, Directeur de programme doctoral sur le monde musulman.